

Personnels de direction en première ligne : tenir ne suffit pas, il faut traiter les causes urgemment.

Depuis plusieurs jours, des lycées sont le théâtre d'événements d'une extrême gravité : intrusions, saccages, incendies, intimidations et violences, parfois dirigées contre les personnels de direction eux-mêmes. **IDFO condamne sans réserve toutes ces violences qui ne font pas partie des méthodes d'action syndicales.** Rien ne justifie que l'on s'en prenne à des personnes ni que l'on détruise des biens publics.

Les violences visent des établissements qui sont des lieux d'apprentissage et d'émancipation, et frappent d'abord les élèves et les personnels qui y travaillent.

Dans ces circonstances, les personnels de direction ont tenu leur poste. Ils ont protégé les élèves et les équipes, organisé les évacuations, géré les urgences, alerté les autorités et maintenu le lien avec les familles au prix d'une charge physique et morale considérable. **IDFO salue leur courage et leur sens du service public. IDFO leur apporte son soutien total, individuel et collectif, et se tient à leurs côtés.**

Face à l'urgence des situations, des personnels de direction ont dû décider de ne pas accueillir les élèves en présentiel, solution indispensable lorsque la sécurité des personnels et des élèves n'est plus assurée.

Alors que le week-end arrive les mesures de sécurisation des bâtiments et des logements de fonction sont un élément d'attention, les collectivités doivent aider si besoin à la prise en charge de contrats de société de surveillance.

Ce qui est en jeu à présent, c'est **le rétablissement des conditions d'un enseignement en présentiel, dans un établissement au climat scolaire apaisé et sûr car** le distanciel n'est qu'un pis-aller.

La situation inédite dans son ampleur que nous traversons n'appelle pas d'explication simpliste ni manichéenne. Il n'y a pas d'un côté de gentils élèves et de méchants casseurs comme on ne peut pas affirmer que les élèves n'ont pas de vraies revendications ou qu'ils sont tous manipulés et téléguidés. Une chose est sûre, notre jeunesse ne va pas bien. Nos jeunes sont inquiets devant un avenir où plane la menace climatique, la guerre... La santé mentale n'est-elle pas une des priorités institutionnelles ?

Des décisions fortes montrant la prise en compte du malaise profond exprimé par la jeunesse doivent être prises par le ministère. La réunion des CVL et une plateforme ne sont pas à la hauteur de la crise que nous traversons.

Il ne faut plus attendre, il faut des actes maintenant et les moyens de les mettre en œuvre.